

En attendant M. Georges Bonnet

Voici donc le gouvernement de Léon Blum renversé par la Finance, en pleine trêve de l'Exposition. Il n'y a pas eu de « pause » dans la fuite des capitaux, dans les attaques contre les rentes, dans l'organisation du défaitisme financier. Dure et cruelle leçon!

Si l'on recherche les causes profondes de la crise, on les trouve évidemment dans la contradiction interne qui frappe l'œuvre gouvernementale elle-même, et qui n'est que la conséquence de l'insuffisance, déjà dénoncée, du programme du Front populaire. *Il est impossible de mener de front une politique sociale tenant compte des revendications légitimes des travailleurs et une politique financière imprégnée du libéralisme le plus traditionnel. Il est impossible sans capituler devant les banques et sans accabler la classe ouvrière, de trouver, dans le cadre du régime actuel, une solution aux problèmes financiers.*

Comment se pose en effet la question, à la fois au point de vue financier et au point de vue économique?

Il faut trouver avant la fin de l'année une somme d'environ 20 milliards. Compression des dépenses et augmentation des recettes budgétaires se heurtent à des difficultés bien connues, et ni la réforme fiscale, ni la répression de la fraude ne résolvent complètement le problème. Par ailleurs, les emprunts s'avèrent presque impossibles, et, en tout cas, le taux de l'argent est si élevé qu'il rend toute opération d'emprunt désastreuse à la fois pour l'Etat et pour les entreprises qui sont, plus que jamais, dans l'obligation de faire appel au marché public. La reprise économique s'en trouve freinée, d'autant plus que les récentes charges sociales ont été mal digérées par une économie anarchique et où le crédit est totalement inorganisé. On constate finalement un marasme persistant dans la plupart des industries qui ne bénéficient pas directement ou indirectement des commandes de l'Etat; le déficit de la balance commerciale s'accroît, et, en dernier ressort, la spéculation a beau jeu pour accélérer la fuite des capitaux et la baisse des rentes jusqu'à ce qu'une attaque brusquée, mais sagement préparée, vienne mettre le Trésor à la merci des Banques...

Les « solutions envisagées »

Quelles étaient, dans ces conditions, les solutions qu'on paraissait envisager avant la récente crise? Si nous laissons de côté les propositions de Rist et de Baudoin, qui n'ont pas été retenues et qui tendaient à une déflation générale, les mesures qui restaient possibles, dans le cadre du régime, étaient de deux ordres :

Tout d'abord, principalement, *une opération monétaire d'assez grande envergure*, par la stabilisation du franc à son niveau inférieur et la récupération, par le Trésor, des crédits mis à la disposition du fonds d'égalisation des changes et de ceux provenant de la réévaluation du stock d'or : total, 17 à 18 milliards. Il semble bien que cette opération était, en définitive, celle qu'envisageait la délégation des gauches dans le texte transactionnel qu'elle opposa, le dimanche 20 juin, au texte sénatorial. On aboutissait ainsi à la *dévaluation* et à l'*inflation*, remèdes capitalistes par excellence, avec toutes leurs conséquences. Cette stabilisation du franc ne réglait d'ailleurs nullement le problème de la monnaie, toujours vulnérable, et qu'il aurait fallu défendre on ne sait trop comment, puisque le gouvernement se voyait refuser tout pouvoir de contrainte sur les valeurs étrangères domiciliées en France et tout pouvoir de contrôle sur les changes.

Le gouvernement annonçait en deuxième lieu, et ici de façon précise, *un certain nombre de mesures de réorganisation économique et financière*. Réforme fiscale par modification de l'assiette de l'impôt, *sans qu'il soit parlé de l'établissement de la carte d'identité fiscale*. Augmentation de taxes et de tarifs. Réorganisation du crédit à moyen terme pour l'industrie. Modification de l'organisation actuelle des chemins de fer. Obligation pour les Compagnies d'assurances d'investir 25 % de leurs réserves en rentes d'Etat. Enfin, essai d'un certain contrôle sur les investissements des banques.

Il est difficile de savoir ce qui pouvait subsister de ces propositions après la prise en considération du texte de la délégation des gauches, interdisant de façon draconienne au gouvernement « toute création d'emploi ou de service mettant de nouvelles dépenses à la charge de l'Etat » et « toute mesure engageant l'Etat dans la gestion d'entreprises autres que celles auxquelles il est intéressé en vertu des lois et dispositions réglementaires existantes ».

Restaient en définitive seules permises de façon certaine : l'*inflation* de 18 milliards indiquée ci-dessus, la *réforme fiscale*, le *contrôle a posteriori des investissements des banques* et la *réforme de la gestion des réserves des compagnies d'assurances*. Notons d'ailleurs qu'en contrepartie de l'obligation de placer 25 % de leurs réserves en valeurs d'Etat les assurances étaient autorisées à faire figurer dans leurs bilans les dites valeurs, non pas pour leur *valeur réelle* mais pour leur *valeur d'émission*. Un avantage considérable leur était ainsi accordé pour l'évaluation de leurs bénéfices.

Il n'y avait donc entre le texte du Sénat et le texte de la délégation des gauches qu'une seule

différence sérieuse : le texte du Sénat fermait toute issue autre que la déflation, celui de la délégation des gauches ouvrait la voie à l'inflation. *Nous les jugions tous deux également inacceptables*, et, si le deuxième devait servir de base aux projets financiers du gouvernement Chautemps, il se heurterait sans doute aux légitimes protestations de notre Parti.

D'une « politique d'approvisionnement » des capitaux à une politique de contrôle des capitaux et d'organisation de crédit.

Notre camarade Léon Blum a d'ailleurs tiré par avance la leçon des récents événements dans son discours du 16 juin, à la Chambre : « Nous voulons, a-t-il déclaré, que les capitaux expatriés regagnent la France. Cela n'a rien à voir avec l'accord tripartite. Cet accord ne vise que les transactions de capitaux entre pays. Il s'agit ici d'un acte de la souveraineté française qu'aucun accord ne peut limiter. Voilà notre objectif essentiel. »

Certes, cette déclaration reste vague, et il faut bien remarquer qu'elle ne pouvait guère être plus précise, à l'heure où elle était prononcée. C'est d'ailleurs dans le même discours que Léon Blum reconnaît que la politique d'« approvisionnement » des capitaux expatriés a échoué. Il faut donc admettre *avec nous* la nécessité d'une politique financière de contrainte, la nécessité d'un renversement complet de la politique suivie jusqu'ici par les Rist et Baudoin.

Il faut s'évader des techniques monétaires périmées, basées sur cette prétendue liberté des changes, si bien faussée ou plutôt dirigée par nos maîtres occultes.

Il faut cesser de jeter le discrédit sur certains mots d'ordre comme le *contrôle des changes*, qu'on ne cesse de représenter comme une utopie grossière, alors qu'il figure implicitement dans le programme du Front populaire (« Contrôle des sorties de capitaux et répression de leur évasion par les mesures les plus sévères »...)

Il faut changer de politique financière!

La politique financière du F.P. n'a été jusqu'ici que l'*ombre portée*, sur le plan national, de la politique de Front monétaire Londres-New-York-Paris. Que vaut désormais une telle politique? La reprise économique mondiale se développe sur une base d'inflation générale extrêmement fragile. Des fissures apparaissent déjà dans le bloc de l'or. L'accord tripartite ou plutôt ses prolongements jouent surtout en faveur de la Cité de Londres, qui attire sans difficulté notre or et nos capitaux, et ils permettent aux Anglais de se poser beaucoup plus en « arbitres » de la situation qu'en « fidèles alliés ».

Dans une situation ainsi instable, toutes nos concessions à l'« orthodoxie » financière, même si on essaie de les justifier par les « nécessités » de la politique internationale, paraissent

inefficaces et en même temps périlleuses.

Qu'on évite surtout de croire à la possibilité d'un sursis ou d'une prolongation de la « pause », malgré les illusions que peut faire naître le début d'une politique d'inflation, volontiers acceptée par toute une fraction du capitalisme international (Finaly) dans laquelle nous ne doutons pas que M. Georges Bonnet, notre nouveau ministre des Finances, ne trouve, s'il le désire, des appuis. Les banques, restées maîtresses du crédit, rompront la deuxième pause comme elles ont rompu la première, à l'heure choisie par elles. Veut-on les laisser préparer tranquillement cette deuxième offensive?

Il est clair, dans cet ordre d'idées, que les pleins pouvoirs demandés par le gouvernement de Léon Blum ne pouvaient être efficaces que s'ils s'exerçaient à l'abri de certaines mesures conservatoires (comme le contrôle des changes) en vue de la réalisation *des réformes de structure* que la C.G.T. et le Parti demandent depuis longtemps (nationalisation des banques, des assurances et des industries clés). Telle est la seule issue possible pour le F.P., tels doivent être les mots d'ordre et les objectifs d'un gouvernement de Front populaire de combat!

Et il est trop évident qu'on ne saurait aujourd'hui se contenter de déclamer contre le Sénat, ni de dénoncer éloquentement la spéculation ou « l'armée de Condé du capital ». Il faut aujourd'hui les affronter, les réduire... ou les subir!

GEORGES SOULÈS.

La Vague

SOCIALISTE-PACIFISTE.

Lire dans son numéro du 15 juin :

Où va l'Espagne? par L.-M. PAPPO et M. COLLINET.

Laïcité, par Marceau PIVERT.

Combat de requins :

Le duel Moreau-Finaly, par René MODIANO.

C'est la lutte « finaly », par P.-F. VAIRON.

Propos socialistes, par Paul LOUIS.

◆ ◆ ◆
Chroniques cinématographique, théâtrale,
littéraire, radiophonique
Dessins de PICART LEDOUX, H. MONIER
PIC et POL FERJAC

◆ ◆ ◆
LA VAGUE, Bi-mensuelle, le n° 0 fr. 50.
ABONNEMENTS : 1 an : 12 fr. — 6 mois : 6 fr.
51, rue Saint-Georges, Paris (9^e)

Demander son numéro spécial sur la crise.